



NATIONS UNIES AUG 2 1980

Distr.
GENEVAASSEMBLEE UN/SA
GENERALEA/35/382
11 août 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL
FRANCAIS/RUSSETrente-cinquième session
Point 50 de l'ordre du jour provisoire^xEXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Note verbale datée du 5 août 1980, adressée au Secrétaire général
par la Mission permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

La Mission permanente de la République populaire de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur, d'ordre de son gouvernement, de lui demander de bien vouloir faire distribuer, comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire, le texte de la déclaration prononcée le 8 juillet 1980 par M. Todor Zhivkov, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, lors de la tribune internationale sur la détente, organisée à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du Parti agrarien bulgare.

^xA/35/150.

IL N'EST PAS AUJOURD'HUI DE TACHE PLUS IMPORTANTE ET PLUS URGENTE
POUR L'HUMANITE QUE DE SAUVEGARDER ET DE RENFORCER LA PAIX

Discours prononcé le 8 juillet 1980 par M. Todor Zhivkov, Premier Secrétaire
du Comité central du Parti communiste bulgare et Président du Conseil d'Etat
de la République populaire de Bulgarie, lors de la tribune internationale
sur la détente, organisée à Sofia à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire
du Parti agrarien bulgare

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Introduction	1
Coexistence pacifique - un impératif de notre époque, un impératif de la vie	2
La guerre et la paix	5
Rapports harmonieux entre la société et la nature - tâche de l'humanité tout entière	9

Chers invités,
Chers camarades,

Je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance sincère pour l'insigne honneur que vous m'avez fait en m'offrant la possibilité de prendre la parole à ce prestigieux forum international.

C'est avec plaisir que je remplis la mission de vous saluer le plus chaleureusement au nom du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, du gouvernement et du peuple tout entier et de vous souhaiter des travaux fructueux et un séjour agréable dans notre pays. Nous avons toujours accueilli à bras ouverts nos amis, tous ceux qui viennent dans notre pays en partisans de la paix et de la coopération entre les peuples.

Vous voici dans notre pays à l'occasion de la célébration du 80e anniversaire du Parti agrarien bulgare. Hier vous avez entendu le message de salutations du Comité central du Parti communiste bulgare, adressé à notre parti frère. Nous y avons une fois de plus rendu hommage à l'immense activité publique déployée par le Parti agrarien bulgare, sa direction, et personnellement par le camarade Petre Tantchev. *On ne saurait, dans la Bulgarie socialiste d'aujourd'hui, résoudre les problèmes de notre vie socio-politique, économique et culturelle, du développement dans tous les domaines, sans le travail commun des communistes et agrariens, sans la coopération et l'unité d'action entre le Parti communiste bulgare et le Parti agrarien bulgare.*

Je voudrais souligner que notre communauté de travail et d'action ne date pas de la victoire de la révolution socialiste. Elle a pris naissance et s'est affermie dans les dures conditions de la lutte contre la dictature fasciste, pour la victoire de la révolution socialiste et l'instauration du pouvoir populaire. C'est côte à côte, communistes et agrariens, que nous avons éprouvé les horreurs des guerres et les coups du fascisme, que nous avons été conduits aux poteaux d'exécution et aux gibets, que nous avons créé le Front de la Patrie sauveur qui a rallié toutes les forces progressistes, démocratiques et patriotiques

et sous le drapeau duquel a été remportée la victoire du Neuf-Septembre 1944.

Aujourd'hui, l'amitié et l'unité d'action de nos deux partis frères ont été portées à un degré supérieur. Nous étudions et nous réglons conjointement les principaux problèmes touchant le développement de notre pays et l'agriculture en particulier, ainsi que la consolidation de l'unité socio-politique et idéologique du peuple. Cette réalité politique est érigée en principe constitutionnel. Notre coopération est un exemple d'accord et d'unité d'action des forces progressistes dans un pays qui poursuit son édification et son développement sous la devise "Tout pour l'homme, tout au nom de l'homme".

Nous tenons en haute estime l'activité internationale du Parti agrarien bulgare. Tous, nous sommes bien conscients du fait que, les contacts, les relations d'amitié et la coopération du P.A.B. avec nombre de partis agrariens, de mouvements et organisations démocratiques apparentés contribuent grandement de nos jours à favoriser la coopération et l'entente entre les peuples et les Etats et à déterminer l'aspect socio-politique de notre planète.

Aussi sommes-nous particulièrement heureux que la célébration du 80e anniversaire de l'organisation à laquelle nous relient des liens fraternels se transforme aujourd'hui en ce forum international prestigieux appelé à examiner le problème crucial de notre époque - le problème de la détente et de la paix. Ce fait montre à lui seul notre souci commun devant le sort du processus de détente, de la cause de la paix, il montre - et je suis persuadé que vous en conviendrez - notre intérêt commun à ce que soient surmontées les complications actuelles dans l'arène internationale.

Nous savons tous que de nombreux problèmes se dressent aujourd'hui devant l'humanité, déterminent l'aspect et le cours des processus socio-politiques, économiques et autres du monde actuel. Mais trois d'entre eux revêtent une importance exceptionnelle, cardinale. Nous pouvons aisément les appeler problèmes des problèmes, problèmes décisifs, vitaux, cruciaux pour le développement de la civilisation actuelle, du monde actuel, des problèmes qui préoccupent des centaines de millions d'hommes de notre planète.

Le premier problème - c'est le problème de la coexistence pacifique entre Etats à régime social différent.

Le deuxième problème - c'est le problème de la guerre et de la paix.

Le troisième problème - c'est le problème des rapports entre l'homme et la nature.

Permettez-moi d'examiner brièvement ces trois problèmes.

La coexistence pacifique - impératif de l'époque, impératif de la vie

Chers amis et camarades,

Nous tous qui sommes réunis dans cette salle, nous savons bien que nous vivons à une époque particulièrement dynamique, une époque de grands et profonds changements sociaux, d'activité sans précédent des forces sociales sur toute la planète.

Qu'est-ce que le monde d'aujourd'hui? Comme on le sait, à la suite de l'aboutissement heureux de révolutions sociales, de nombreux pays se sont orientés ou engagés dans la voie de l'édification de la société socialiste. Le système colonial s'est effondré, il n'existe presque plus. Des dizaines de jeunes Etats indépendants ont été créés. Beaucoup de problèmes se posent aujourd'hui à eux: surmonter le retard séculaire imputable au colonialisme et au diktat impérialiste, sortir d'une situation économique difficile, édifier une économie nationale, nourrir, vêtir et chausser la population, organiser la santé publique, liquider l'analphabétisme, etc.

L'activité de toutes les forces sociales organisées, de tous les partis et mouvements s'est particulièrement intensifiée. Ils demandent avec toujours plus d'insistance à participer directement à l'élaboration de la politique de leurs Etats, à la solution des problèmes sociaux, au choix des voies du développement économique, au règlement des relations internationales et, surtout, à la lutte pour la paix et la détente.

Voilà en bref l'image du monde d'aujourd'hui - dynamique, agité de graves conflits sociaux, bouillonnant d'activité extraordinaire et de la volonté des peuples de vivre autrement, de transformer le monde, de forger leur bien-être, leur bonheur.

Tout cela engendre inévitablement des problèmes importants, des contradictions. Et c'est tout à fait naturel.

Le pivot des processus socio-politiques les plus importants, les plus profonds de notre époque, ce sont *les relations entre les Etats socialistes et les Etats capitalistes*. Indépendamment des différences et des contradictions de principe entre les deux systèmes mondiaux, ces systèmes existent, ils sont une réalité. La contradiction entre les pays socialistes et les pays capitalistes est *la principale contradiction* à l'étape actuelle du développement social.

Bien sûr, outre cette contradiction fondamentale, il existe d'autres contradictions: entre les pays en voie de développement et les pays capitalistes avancés, entre les différents Etats capitalistes qui se disputent les marchés et les sources de matières premières, etc.

Telle est la réalité du monde actuel et tout homme politique raisonnable se doit d'en tenir compte.

En considérant toutes ces contradictions du point de vue de la sécurité internationale et des intérêts de l'humanité tout entière, du point de vue du bonheur et du bien-être des peuples, il est impossible de ne pas nous rendre compte que *le problème de la coexistence pacifique entre les Etats à régime social différent revêt une importance exceptionnelle décisive*.

Il y a des idéologues, des hommes politiques, des hommes d'Etat qui estiment qu'il est bon de maintenir un état de tension et de confrontation entre les pays socialistes et les pays capitalistes dans le monde et qu'en fin de compte les armes et la guerre demeurent le principal moyen de règlement des contradictions entre ces deux systèmes.

C'est une théorie qui méprise l'homme, elle est barbare et n'a pas sa pareille. Malheureusement, elle ne se borne pas aux seules idées, aux intentions. Elle inspire aussi les actes de certains milieux occidentaux. En pratique, ces milieux travaillent pour les dirigeants maoïstes. Ceux-ci se sont carrément posé pour tâche de provoquer un conflit armé dans lequel l'Union soviétique et les Etats-Unis s'anéantiraient pour qu'ils puissent, eux, réaliser leurs objectifs hégémonistes.

Nous ne pouvons en aucun cas accepter une politique aventuriste de confrontation et de guerre. Le problème de la coexistence pacifique concerne non seulement certains pays ou certains peuples. Il revêt une importance capitale pour le monde actuel,

pour notre civilisation, pour le présent et l'avenir des peuples de notre planète. La question qui se pose aujourd'hui est: ou bien coexister pacifiquement, ou bien s'entre-tuer.

Par conséquent, la principale conclusion à tirer ne peut être que la suivante: *édifier, pas à pas, mais avec esprit de suite et résolution, les nouvelles relations internationales, des relations de coexistence pacifique entre pays à régime social différent.* C'est la seule conclusion juste. Car, chers invités, chers camarades, le choix d'une autre conclusion, d'une autre voie, entraînerait des conséquences catastrophiques pour notre planète, pour les peuples.

L'expérience historique et surtout l'expérience de la dernière décennie nous donnent beaucoup d'exemples de coopération fructueuse et mutuellement avantageuse entre les pays socialistes et les pays capitalistes qui prouvent la justesse de la thèse de la nécessité de la coexistence pacifique.

Quels sont les faits?

Prenons, par exemple, la Seconde Guerre mondiale. L'alliance entre l'Union soviétique et plusieurs pays capitalistes a joué un rôle immense dans la défaite de l'hitlérisme - ce régime barbare et inhumain qui a déclenché la guerre. C'était un exemple probant de la prise de conscience du fait qu'il importe de s'unir pour mieux lutter afin de survivre et coexister dans les conditions de paix et d'indépendance.

Ou bien un autre exemple. La création, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, de l'*Organisation des Nations unies*. Elle marquait également un triomphe des principes de la coexistence pacifique, de l'idée de la nécessité de l'existence d'un organisme international pour examiner et résoudre les problèmes litigieux, pour contribuer à écarter le danger d'une nouvelle guerre. Et cette organisation fonctionne déjà depuis 35 ans. Nous connaissons bien le rôle important qu'elle a joué et qu'elle continue à jouer dans la solution d'une série de problèmes internationaux importants, en faveur de la détente dans le monde.

Dans le même sens, il convient de souligner le succès de la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* et la signature de l'Acte final d'Heisinki qui a affirmé les principes de la coexistence pacifique entre Etats à régime social différent.

La signature des accords SALT 1 et SALT 2 est également une victoire de la coexistence pacifique.

En ne tenant compte que de la dernière décennie, les années après 1970, nous constatons que de grands changements, je dirais même des changements historiques, sont intervenus au cours de cette période dans l'évolution du monde, sur la base de la coexistence pacifique.

Nous savons bien ce qu'était la "guerre froide", quel danger elle constituait pour la paix, la tension qu'elle créait dans le monde. La "guerre froide" a été surmontée. Un climat de confiance s'établissait. La détente s'imposait peu à peu comme une tendance dominante dans les relations internationales. Les réalités territoriales, politiques et sociales créées en Europe après la Seconde Guerre mondiale ont été confirmées. De nombreux accords internationaux ont été signés entre les pays socialistes et les pays capitalistes qui ont créé des conditions pour le développement d'une coopération à part égale et mutuellement avantageuse dans différents domaines.

Nous avons enregistré de grands succès dans le domaine économique. Le commerce entre l'Est et l'Ouest s'est sensiblement élargi. En faisant une comparaison, nous verrons qu'au cours de la dernière décennie, le rythme d'accroissement des échanges entre les pays socialistes et les pays capitalistes a été deux fois plus élevé que celui du commerce mondial. C'est une grande réalisation. On a procédé à la coopération et à la spécialisation industrielles entre des firmes occidentales et des organisations économiques des pays socialistes, on recherchait de nouvelles formes de développement des relations économiques, de la coopération scientifique et technique, etc.

Dans le domaine de la culture, les échanges de valeurs culturelles entre les pays à système social différent, se sont sensiblement accrus. Ces contacts s'élargissaient toujours davantage.

Il faut évaluer ces acquisitions à leur juste valeur, il faut les considérer comme un immense succès des efforts déployés pour réaliser le principe de la coexistence pacifique entre les pays à régime social différent.

Nous déclarons à qui veut nous entendre que nous sommes pour la coexistence pacifique, qu'elle est utile à notre

peuple qui construit la société socialiste avancée et qui, pour réaliser avec succès ses plans audacieux, a besoin de la paix et de la coopération internationale.

Mais y a-t-il un peuple qui ne soit pas intéressé à la sauvegarde de la paix?

Toute atteinte aux relations normales et à la coopération porte préjudice à chacun. Personne ne doit se faire d'illusions là-dessus. Limiter les contacts politiques, économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest, annuler les accords signés signifie poursuivre une politique de courte vue dépourvue de réalisme.

Bien sûr, nous nous rendons compte des difficultés qu'impique la réalisation de la politique de détente, des principes de coexistence pacifique. Les difficultés sont inévitables. Premièrement, parce qu'il s'agit de relations entre Etats appartenant à deux systèmes sociaux différents - le système capitaliste et le système socialiste. Deuxièmement, parce que les différences et les contradictions essentielles qui existent entre les pays capitalistes avancés et les pays en voie de développement engendrent de graves conflits entre eux qui détériorent la conjoncture générale. Troisièmement, parce que le processus historique ne peut être arrêté, parce que des peuples mènent une lutte pour l'indépendance nationale, contre l'oppression et l'exploitation, pour le droit d'utiliser leurs propres ressources, pour le progrès social. Quatrièmement, parce que dans les pays capitalistes il y a des milieux influents dont les intérêts sont liés à la politique de tension et à la course aux armements, et non pas à la détente. Et ainsi de suite.

Par conséquent, il existe aujourd'hui des conditions objectives pour que surgissent des complications de tout ordre, voire des situations de crise. Mais *il ne faut jamais perdre de vue l'essentiel, le fait décisif, sans lequel ne peuvent exister ni les pays socialistes, ni les pays capitalistes, ni le reste du monde. C'est que la coexistence pacifique n'a pas et ne peut avoir d'alternative raisonnable.*

Quelles que soient les méthodes, les approches et les théories à partir desquelles on analyserait la société contemporaine, le fait que les pays socialistes existent ne peut pas être nié. Ces pays peuvent être injuriés et ils le sont. Toutes sortes de mensonges sont écrits sur leur compte! Mais les pays socialistes sont une réalité. L'existence de

l'Union soviétique, de la communauté socialiste est un fait. D'autre part, les pays capitalistes sont eux aussi une réalité. Tel est le monde contemporain, que cela plaise ou non.

Pour nous, les marxistes, les communistes, l'avenir du monde c'est le socialisme et le communisme. Les idéologues capitalistes pensent autrement. Bon alors, discutons! Sans pour autant recourir aux armes pour appuyer nos arguments. *C'est à l'histoire de trancher le problème de savoir dans l'intérêt de qui, dans quel sens évoluera le monde. Mais que ce litige soit réglé dans les conditions de paix et non pas de tension, d'une confrontation permanente entre les deux systèmes.*

D'aucuns diront: Camarade Jivkov, ou bien M.Jivkov, vous négligez le fait qu'en dehors des pays socialistes et des pays capitalistes, il y a d'autres pays, les pays en voie de développement. Oui, camarades, je le sais bien. Et je ne sous-estime nullement leur rôle dans la vie internationale, dans la lutte pour la paix. C'est tout à fait naturel - si nous prenons les armes, si une nouvelle guerre mondiale éclate, il ne sera pas fait de distinction entre pays socialistes, capitalistes ou en voie de développement. *Mais le foyer où se réfractent aujourd'hui les problèmes mondiaux et où se décide la question de la paix et de la guerre, c'est le rapport entre les pays socialistes et les pays capitalistes. Quoi qu'on fasse, ce fait historique ne peut pas être négligé.*

D'aucuns nous font la proposition suivante: bon, si nous menons une politique de coexistence pacifique, de paix et d'entente, mettons-nous d'accord afin de ne pas admettre de révolutions dans telle ou telle région, dans tel ou tel pays.

Mais est-ce possible? C'est absolument impossible! L'histoire, l'évolution de la société humaine ont donné la réponse à cette question. Quelque décision que nous ayons prise, en fin de compte, là où il n'y a pas de liberté, où il y a oppression, exploitation et esclavage, les peuples se soulèveront. C'est leur droit. Il n'y a pas ombre de doute. Des révolutions seront faites et se feront nécessairement là où les conditions sont arrivées à maturité. Rien ne peut arrêter le processus révolutionnaire.

La coexistence pacifique c'est la coexistence et la coopération entre Etats appartenant à deux systèmes différents. Mais elle ne résout ni ne saurait résoudre les problèmes de la lutte des peuples pour la libé-

ration de l'oppression étrangère et ceux de rapports entre les classes dans un pays donné!

Nous sommes résolument contre l'exportation de révolutions et ne nous livrons pas à ce genre d'activité. Nous savons parfaitement que les révolutions sont le résultat du développement social dans tel ou tel pays, le résultat d'une quantité de conditions concrètes - sociales, économiques, politiques, historiques, etc. Elles sont l'expression du besoin de changements radicaux dans l'intérêt des larges masses populaires. La révolution sociale ne peut vaincre que lorsque toutes les conditions sont réunies pour de profonds changements sociaux. Mais c'est un problème qui concerne les peuples, qui reflète le rapport concret des forces dans ces pays. Nous sommes absolument conscients de ce fait. Tel est notre point de vue. Nous ne sommes pas des aventuriers. Nous sommes réalistes.

Mais en même temps, nous sommes résolument contre l'exportation de contre-révolutions dans des pays et régions qui se sont engagés dans la voie des transformations sociales, dans la voie de la rénovation radicale de l'économie, du régime social. Nous ne serons jamais complices des oppresseurs des peuples. Que cela soit dit une fois pour toutes: s'il y a exportation de contre-révolution et que le pays menacé demande notre aide, nous l'aiderons selon nos moyens et nos possibilités. Je ne vois là rien d'étonnant ni d'anormal. Au contraire, l'inverse serait anormal.

Tels sont les problèmes relatifs aux révolutions et aux contre-révolutions.

Nous tous, chers invités, qui travaillons dans nos propres pays, qui sommes responsables devant nos partis et organisations, nous sommes animés de l'intention humanitaire d'œuvrer pour le bien-être de nos peuples. Mais nous savons bien qu'à notre époque il ne peut y avoir de communautés fermées, d'Etats fermés, il ne peut y avoir de bonheur et de bien-être pour les peuples, même un simple citoyen ne peut créer un foyer, se forger une vie heureuse, si la paix n'est pas sauvegardée et consolidée, si la coexistence pacifique entre Etats à système social différent ne triomphe dans les relations internationales. L'existence et le bonheur de l'humanité, des peuples et de l'homme de la rue sont indissolublement liés.

Nous, les hommes d'Etat et les hommes politiques, indépendamment du rang que nous avons, indépendamment de nos responsabilités, nous devons faire face à la grande tâche historique, à l'impératif de l'époque, à l'impératif de la vie: élaborer un système de mesures, d'accords, de traités, pour garantir à notre planète Terre - malgré les flux et les reflux dans la vie internationale, malgré les phénomènes de crise qui peuvent surgir dans une région - la coexistence pacifique entre Etats à régime social différent, la paix, la liberté et le progrès des peuples.

Je voudrais souligner une fois de plus que nous, les pays socialistes, la République populaire de Bulgarie, nous élaborons et nous estimons que c'est notre devoir suprême de poursuivre une politique extérieure qui affirme et développe toujours plus la coexistence pacifique.

De la paix et de la guerre

Chers invités,

Chers camarades,

Permettez-moi d'aborder le problème suivant - le problème de la guerre et de la paix.

Ce problème ne date ni d'aujourd'hui ni d'hier. C'est un problème qui préoccupe l'humanité et les peuples depuis que les guerres existent. Or, des guerres, il y en a eu, comme le disent les historiens, depuis la plus haute Antiquité. Les esprits les plus éclairés de l'humanité se sont résolument déclarés contre les guerres injustes et de rapine. Il est clair pour nous tous que le problème de la guerre et de la paix est devenu ces dernières décennies un problème cardinal. *Je dirais même - et j'estime que ma conviction coïncide avec la vôtre - qu'il n'est pas aujourd'hui dans le monde de problème plus important, plus crucial pour l'existence de l'humanité que celui de la paix et de la guerre.*

Saurons-nous assurer une paix durable dans le monde ou bien permettrons-nous, malgré nos désirs, qu'une guerre éclate? Si une troisième guerre mondiale venait à éclater, elle serait foncièrement différente de toutes celles menées jusqu'à présent, y compris la Seconde Guerre mondiale. Je ne dis là rien de nouveau. Vous êtes d'éminents hommes publics, hommes d'Etat et vous le savez très bien. La révolution scientifique et technique contemporaine dans l'art militaire a créé des

armes d'une force destructrice colossale, d'une telle force destructrice que l'imagination de l'homme ne peut même pas se représenter.

Qu'advierait-il si une telle guerre éclatait?

Premièrement, il n'y aurait pas de champ de bataille et d'arrières. La guerre deviendrait totale et s'étendrait sur des pays entiers, sur des Etats entiers, sur toute la planète indépendamment du lieu où elle serait menée. Je vous prie de faire bien attention à ceci - *indépendamment* du lieu où elle serait menée, que ce soit entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ou que ce soit entre la Chine et tout autre Etat détenteur d'armes nucléaires. Pourquoi? Parce que même si la majorité des pays dans le monde restaient à l'abri des attaques nucléaires directes, ils ne pourraient pas être, par contre, protégés de la pluie radioactive. La pluie radioactive se répandrait sur tous les pays ou sur la plus grande partie de notre planète et il n'y a pas de moyens et de possibilités susceptibles de la surmonter, de l'éviter, pour que soit préservé le cadre de vie normal des hommes. Ainsi donc, il n'y a ni front, ni arrières, ni frontières, ni Etats neutres et belligérants, ni amis et ennemis.

Deuxièmement, la future guerre ne fera pas de différence entre les classes. Il est impossible, disons, d'anéantir la classe capitaliste et d'épargner la classe ouvrière et vice-versa. Tout le monde sera atteint. On ne peut pas faire la distinction entre bons et méchants, innocents et coupables du désastre. Et ainsi de suite.

Voilà c'est ce que représentera la future guerre. Nul Etat n' sera épargné dans une future guerre.

Au mois de février dernier s'est tenu aux Etats-Unis un *symposium de savants américains, représentants des sciences médicales*. Ils ont adressé une lettre au président des Etats-Unis, Carter, et au président du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., Leonid Ilitch Brejnev, dans laquelle ils attirent l'attention sur quelques faits très importants. Il est souligné dans la lettre (je cite de mémoire) que si une guerre nucléaire éclatait, ne fût-elle que limitée, elle aurait des conséquences irréparables. Les médecins américains écrivent que la guerre nucléaire signifierait pour les Etats-Unis l'anéantissement de la population tout entière, des villes, de l'industrie. Pour l'Union soviétique, elle signifierait la destruction de

la plus grande partie des villes et de la majeure partie de la population étant donné que l'Union soviétique possède un territoire plus grand et une population moins concentrée. Et à la fin ils tirent la conclusion que la guerre atomique n'a d'autre alternative que la paix, que, dans une guerre pareille, il n'y aura pas de vaincus et de vainqueurs, qu'il faut prendre d'urgence des mesures afin d'assurer la paix mondiale et de prévenir une troisième guerre mondiale, une guerre nucléaire.

Comme vous le savez, Leonid Ilitch Brejnev a répondu aux auteurs de la lettre en déclarant que l'Union soviétique ferait de son mieux, à l'avenir aussi, pour que la paix soit sauvegardée.

Telle est, camarades, la situation.

Lénine, ce génie de l'humanité, avait dit que si l'on découvrait une arme capable d'anéantir des armées entières, des peuples entiers, la guerre deviendrait absurde. Une telle arme, capable d'anéantir non seulement des armées et des Etats entiers, mais aussi toute notre planète, a d'ores et déjà été mise au point. Elle a été créée. En outre, le processus de la course aux armements se poursuit et ce à des rythmes démesurés.

Selon des données officielles, selon des données émanant de l'Organisation des Nations unies, l'humanité dispose aujourd'hui d'une quantité d'armes nucléaires dont la puissance représente un million et demi de bombes du type de celle qui a détruit Hiroshima. Ces bombes peuvent anéantir 15 fois toute vie sur notre planète. 15 fois! C'est la pure vérité: grâce à la révolution scientifique et technique contemporaine a été créée une arme complètement nouvelle de destruction massive, ce qui fait vraiment de la guerre une absurdité.

Chers invités,

Chers camarades,

Je voudrais sincèrement dire ici que *nous sommes sérieusement préoccupés par les récentes théories et notamment par les démarches déjà entreprises conformément à celles-ci par les stratèges américains ayant trait aux problèmes du désarmement et de la future guerre.*

Durant toute la période qui a suivi la "guerre froide", nous avons convenu - il existe à cet égard des documents écrits, des déclarations aussi bien du côté soviétique, du camarade L. Brejnev, que de celui, du président des Etats-Unis, J. Carter, des spécialistes faisant autorité et des théori-

ciens militaires, etc., qu'un équilibre approximatif des forces militaires était atteint entre l'Est et l'Ouest. Ce fait a été admis comme une réalité. Et c'est en vertu de cela que nous nous sommes rendus à Helsinki. Les négociations SALT 1 et SALT 2 s'appuyaient sur cette thèse et sur cette conclusion. Tout était fondé sur cela. Et c'était juste, car quelle détente peut-il y avoir si on ne parvient pas à un équilibre relatif des armements?

Cependant, aujourd'hui on déclare ouvertement - aussi bien aux Etats-Unis qu'aux sessions de l'OTAN, que les Etats-Unis doivent accéder à une supériorité dans le domaine militaire. Qu'est-ce que cela signifie? Cela revient à saper de fond en comble tout ce qui a été réalisé et à miner nos futurs pourparlers et entretiens sur le règlement des situations conflictuelles et sur la poursuite du processus de la détente.

Quelles sont les variantes, sous quels aspects la nouvelle conception est-elle examinée et échafaudée?

Certains idéologues occidentaux affirment, premièrement, que la guerre nucléaire n'est pas si terrible. Ils minimisent les victimes qu'elle causerait et s'efforcent de présenter les choses de façon à faire accrédi-ter l'idée que si une troisième guerre mondiale éclatait, il ne s'agirait pour ainsi dire que d'un événement sportif. La conclusion qu'ils en tirent est qu'ils doivent se préparer à mener une guerre nucléaire. Or, pour être capables de la mener, ils doivent s'assurer une suprématie.

La seconde thèse mise au point actuellement par certains idéologues et stratèges de l'Ouest porte sur ce qu'on appelle les guerres de second ordre, les guerres locales. Il faudrait, tenez-vous bien, créer à tout prix des conditions favorables à l'instigation et au déclenchement de guerres locales! Et ils osent écrire cela et en faire la propagande sans la moindre honte! Des guerres locales, on en mène à l'heure actuelle, mais dans la conception de ces gens, cela tourne déjà en stratégie, en politique, en ligne d'évolution. C'est ce qui nous rend particulièrement inquiets.

Selon ces stratèges une guerre éventuelle en Europe serait aussi une guerre locale. Chacun d'entre nous, tout homme sensé, peut comprendre ce que signifie cette conception et à quoi elle tend.

Que signifie donc une guerre locale en Europe? Cela signifie réduire en cendres

l'Europe. L'installation des nouveaux missiles nucléaires américains à moyenne portée sur le territoire de l'Europe occidentale ne vise qu'à tenir les Etats-Unis loin du théâtre européen des opérations militaires.

Bien entendu cette théorie équivaut en quelque sorte à vendre la peau de l'ours. Ces stratèges d'outre-Atlantique qui prônent leur théorie doivent savoir que si une guerre éclate en Europe, elle ne peut pas être et elle ne sera pas une guerre locale. Parce que les nouveaux missiles américains qu'on envisage d'installer en Europe occidentale couvriront toute la partie européenne de l'Union soviétique et une partie importante du reste de son territoire. En ce qui concerne l'Union soviétique, il lui sera tout à fait égal d'être attaquée avec des armes nucléaires du territoire des Etats-Unis ou bien à partir des bases de quelque autre pays européen. De sorte que si une guerre mondiale est fomentée directement ou si quelqu'un considère l'Europe comme une région de guerre locale - cela revient au même, cela sera catastrophique aussi bien en théorie qu'en pratique. Nous ne pouvons évidemment pas consentir à une quelconque modification du rapport des forces en Europe.

Que doit-on faire?

Il faut à tout prix prévenir la troisième guerre mondiale!

Les préparatifs de guerre se poursuivent actuellement à des rythmes inouïs et sans précédent. L'année passée, les pays de l'OTAN ont affecté près de 220 milliards de dollars aux préparatifs militaires et l'on prévoit que, dans quelques années, cette somme sera portée à 400 milliards de dollars - c'est-à-dire, autant que tous les Etats du monde dépensent actuellement à des fins d'armement. Quatre cents milliards de dollars! Par surcroît, je doute, camarades, qu'il s'agisse du chiffre exact. Bon nombre de crédits destinés aux préparatifs militaires sont inscrits sur d'autres paragraphes du budget. Probablement, 500 milliards de dollars tout au moins vont annuellement aux préparatifs militaires.

Comme il est notoire, nous, les pays socialistes, prenons des mesures très sérieuses et déployons une activité exceptionnelle pour la sauvegarde de la paix. Pour nous, le principal problème, le problème cardinal, est celui de la garantie d'une paix mondiale durable, de la prévention d'une troisième guerre mondiale nucléaire. Il n'existe pas aujourd'hui d'objectif plus im-

portant que celui-ci, il n'y a en a pas et il ne peut pas y en avoir! Toutes les autres tâches, tous les autres objectifs, etc., doivent passer au deuxième et au troisième plans.

Ce n'est pas le fait du hasard si à la session marquant l'anniversaire de la fondation du Traité de Varsovie, qui s'est tenue dans la capitale polonaise, ce problème était au centre des documents qui y furent approuvés. De nouvelles et importantes propositions ont été avancées à Varsovie en vue de prévenir la course aux armements et de garantir la paix mondiale.

Certes, quand il est question de paix nous avons en vue une paix juste et démocratique. Seule une paix juste et démocratique peut avoir de perspectives, ce n'est que dans de telles conditions que peuvent être résolus les problèmes de l'arrêt de la course aux armements et de l'amorce du désarmement graduel.

Bref, notre position, *la position des pays socialistes, y compris la République populaire de Bulgarie est qu'il n'existe pas d'arme, fût-elle nucléaire ou classique, dont la production ne pourrait être arrêtée si nous engageons un dialogue et que nous nous mettons d'accord sur des conditions mutuellement avantageuses - à savoir maintenir la parité.* Non pas user de ruses mais mener un dialogue sur un plan d'égalité. Nous sommes prêts à nous asseoir autour de la table des négociations et à examiner ces problèmes, à les résoudre honnêtement tout en observant les règles des relations entre les Etats et en tenant compte des droits et intérêts de la sécurité de tous les pays.

En ce qui concerne plus spécialement la République populaire de Bulgarie, comme vous le savez, par bonheur ou par malheur, nous nous trouvons au coeur de la péninsule balkanique. Dans le passé, les Balkans étaient une poudrière. L'histoire nous a légué bon nombre de problèmes litigieux. Mais si nous, les peuples de notre péninsule, nous nous mettions à fouiller tout, nous devrions à tout moment être prêts à en venir aux mains.

Nous estimons que les réalités dans les Balkans sont des réalités élucidées par tout ce qui s'est passé à la suite de la Seconde Guerre mondiale, à la suite d'Helsinki, et nous nous efforçons d'en tenir strictement compte. Nous n'avons aucune prétention territoriale ou de quelle que autre nature à l'égard de nos voisins. Nous n'avons au-

cune prétention à l'égard de n'importe quel Etat dans le monde, de n'importe quel peuple. Notre seul désir est de vivre dans la paix, de vivre dans l'entente. La République populaire de Bulgarie pratique une politique conséquente, de principe et franche de paix, de bon voisinage et de coopération mutuellement avantageuse avec tous les pays balkaniques. Et nous nous en tiendrons inébranlablement à cette ligne, à l'avenir aussi.

Il convient de dire que grâce aux efforts de tous les pays balkaniques et, naturellement, grâce à l'évolution internationale - dans les Balkans ont été établies de bonnes relations en dépit des situations complexes qui surgissent et qui, peut-être, surgiront à l'avenir aussi. *Nous avons su créer un climat de confiance et de coopération de bon voisinage. Cette ligne et ces conquêtes réalisées avec les efforts conjoints de tous les pays balkaniques représentent un grand succès. Elles sont dans l'intérêt des Balkans, dans l'intérêt de la détente et de l'entente en Europe et dans le monde.*

La Bulgarie socialiste qui compte parmi les 160 pays au monde désire sincèrement voir celui-ci évoluer dans la voie de la détente, dans la voie de la paix et de l'entente.

La Bulgarie est un grand chantier. Partout où vous irez vous verrez qu'on est en train de construire quelque chose, de faire quelque chose, de transformer le pays. Ce ne sont pas seulement des tâches découlant du plan ni des paragraphes du budget des organisations respectives qui assurent les moyens prévus par le plan. C'est une oeuvre du peuple tout entier. Notre peuple s'est attelé à une immense oeuvre de construction. Il est déjà sorti de son retard séculaire et lutte, maintenant, pour se ranger parmi les pays les plus avancés dans le monde. Certes, tout ce que nous construisons n'est pas fait pour être détruit. Nous le construisons pour le bien-être et la prospérité de notre peuple. Le peuple lui-même le construit et en est pleinement conscient. Notre peuple possède une maturité politique, il sait très bien que la paix est la condition première, primordiale pour l'édification de l'étape actuelle d'une société socialiste avancée en République populaire de Bulgarie.

Ainsi, chers invités, chers amis, vous pouvez compter sur la République populaire de Bulgarie, sur ses efforts de contribuer dans la mesure de ses possibilités

à l'entente entre les peuples, à la suppression de la tension internationale actuelle et à la poursuite de la voie amorcée dans les années 70 vers la détente et la compréhension entre les pays et les peuples.

**Les rapports harmonieux entre la société
et la nature - objectif de l'humanité
tout entière**

Chers invités et amis,

Permettez-moi de passer au troisième problème - celui *des rapports entre l'homme et la nature*.

L'homme et la nature sont unis d'une manière indissociable. La nature est non seulement le milieu naturel où est apparu et s'est formé le genre humain, mais elle est encore une source de moyens d'existence. Le genre humain n'est pas venu d'un autre monde, il fait partie intégrante de la nature. Avec notre chair, avec notre sang et notre cerveau, dit Engels, nous appartenons à la nature et nous nous trouvons dans la nature.

L'histoire nous enseigne que tout "pillage" de la nature, toute attitude insensée et consommatrice envers elle a eu et aura des conséquences dangereuses pour l'humanité. De graves, de sérieux problèmes surgissent ces derniers temps concernant les rapports entre l'homme et la nature, des questions qui préoccupent actuellement l'humanité tout entière et qui ne peuvent la laisser indifférente.

Certains idéologues bourgeois prétendent que la rupture de *l'équilibre écologique* établi naturellement, historiquement, est le résultat de la révolution scientifique et technique contemporaine. Il est vrai que celle-ci a opéré des transformations qualitatives colossales dans la vie de l'homme.

Primo, la révolution scientifique et technique contemporaine a modifié radicalement l'infrastructure de la production et continue à la modifier tant au plan de la qualité que de la quantité. En fait, elle a créé et continue à créer une infrastructure foncièrement nouvelle.

Secundo, la révolution scientifique et technique a changé radicalement *l'environnement et les conditions de vie des hommes*, elle est devenue un facteur primordial d'augmentation considérable de l'efficacité de l'activité humaine, de son intensification.

Tertio, la révolution scientifique et technique a créé des conditions pour le

développement impétueux de *la conscience sociale*, pour l'accroissement des potentialités intellectuelles de l'homme.

Certes, tout cela est vrai.

Pourtant il n'est pas moins vrai que *d'importants dommages ont été causés et ne cessent de l'être à la nature dans les conditions de la révolution scientifique et technique contemporaine qui est à la base de l'industrialisation moderne*. Vous n'êtes pas sans ignorer les statistiques qui sont publiées sur l'utilisation des ressources naturelles. Elles sont fort alarmantes. Je voudrais toutefois vous en rappeler quelques-unes.

On prétend, et il en est probablement ainsi, qu'au cours des 500 dernières années, l'homme a anéanti environ 2/3 des forêts sur notre planète. Des centaines de variétés végétales ont disparu. Elles ont été détruites.

L'air, notre océan aérien, est de plus en plus pollué. Le taux de bioxyde de carbone y augmente progressivement d'une manière incontrôlée. Selon les spécialistes, il est évalué à des millions et des millions de tonnes par an. Or, les possibilités de l'atmosphère ne sont pas illimitées. Elle ne peut pas absorber tout ce qui est rejeté.

Il est prouvé que chaque année une dizaine de millions de tonnes de pétrole et toutes sortes de déchets sont déversés dans l'océan mondial. Ses capacités sont également limitées.

L'alerte a été également donnée au sujet de la pollution du sol, des lacs et des rivières.

Mais il serait injuste d'en incriminer la révolution scientifique et technique contemporaine. On aurait bien tort. Au contraire. *De par son essence, la révolution scientifique et technique est et peut être notre grand et puissant "allié" dans l'harmonisation des rapports entre la société et la nature*. Et si l'on n'y parvient pas, ce n'est pas par la faute de la révolution scientifique et technique, mais bien par la faute des hommes. Ainsi donc, les problèmes relatifs à la création de rapports harmonieux entre l'homme et la nature sont avant tout des problèmes sociaux. La révolution scientifique et technique n'est pas une malédiction, elle est un bien à condition que chaque société, chaque pays et chaque peuple aient su mettre sa puissance véritablement cosmique au service du bien-être humain.

Nous considérons qu'il ne faut pas adopter les positions de certains idéologues

bourgeois qui dramatisent le problème de la rupture de l'équilibre écologique sur la planète et sombrer dans le pessimisme. *Le fait qu'on réalise le danger invite à l'action et non au pessimisme.* Je suis d'accord qu'il ne faut pas sous-estimer et dédaigner les avertissements des savants et des spécialistes. L'humanité a la force de venir à bout de ce fléau dès à présent, car demain, à l'avenir, il peut s'avérer une catastrophe pour la planète toute entière. A ce sujet, je répéterai de nouveau que la révolution scientifique et technique est, et peut être notre puissant "allié" pour rendre harmonieux les rapports entre la société et la nature.

Voilà un champ d'action pour une coopération *noble et fructueuse entre nous tous, entre Etats grands et petits, entre pays avancés et en voie de développement.* Les problèmes évoqués ici, tout comme ceux de la coexistence et ceux de la guerre et de la paix, ne peuvent pas être résolus par chaque Etat pris à part, aussi grand soit-il. Ils ne peuvent l'être que par les efforts de tous les Etats, de tous les peuples. Car ce sont des problèmes cardinaux, des problèmes touchant l'humanité, les hommes, y compris les simples travailleurs, leurs organisations respectives, etc., etc.

Le problème écologique est vital pour tous les hommes. Il faut, pour son règlement réussi, mobiliser l'énergie et les talents de tous les peuples. Ce que l'on fait actuellement dans ce domaine est insuffisant.

Il ne faut pas oublier que, quoi que l'on fasse, on aboutit toujours aux problèmes sociaux. Quelle influence l'homme exercera-t-il sur la nature, se comportera-t-il envers elle en barbare ou s'en occupera-t-il avec sollicitude, ceci dépend en définitive de la nature du régime social, du rapport des forces sociales, des tâches et objectifs de la production suivant qu'ils sont en faveur de la société ou qu'une partie limitée de celle-ci en touchera la part du lion. Ceci est extrêmement important.

Indépendamment de tout cela, je répète que l'on peut et l'on doit d'ores et déjà conjuguer nos efforts pour mettre en harmonie les rapports entre la société et la nature. *Or ceci ne peut se faire que dans les conditions de la coexistence, de la paix et de la détente. C'est la condition préalable et la plus importante pour conjuguer nos efforts afin de résoudre le problème écologique.*

On parle dernièrement, en rapport étroit avec la solution du problème écologique, du problème des matières premières, des sources d'énergie et de celui de l'alimentation. Il convient de faire des analyses et des appréciations objectives sur ces problèmes aussi.

En rapport avec le développement impétueux des forces productives de la civilisation contemporaine, on voit en effet certaines *ressources* traditionnelles de *matières premières* s'épuiser toujours davantage, on voit diminuer pour ainsi dire leur "*part de recettes*". D'un autre côté, il faut encore tenir compte de l'absence de toute "justice divine" dans la répartition des matières premières et des ressources énergétiques sur terre. Ainsi par exemple, nous, les Bulgares, le bon Dieu nous a boudés, la nature nous a boudés aussi puisqu'elle ne nous a pas donné suffisamment de matières premières et de sources énergétiques. Nous importons du pétrole, du gaz, du charbon, des métaux, etc. Tout simplement parce que la nature nous a boudés. Il est évident que c'est le cas non seulement de la Bulgarie, mais de bien d'autres Etats aussi. Pourtant il y a des matières premières dans le monde et il y en aura encore.

La question est de savoir s'il convient de résoudre le problème des matières premières en recourant à des forces armées spéciales et à des affrontements militaires.

Certains milieux en Occident ne voient d'issue à la crise des matières premières que dans les affrontements militaires. Ils s'imaginent qu'ils pourront, par la force, s'emparer des matières premières et de l'énergie des pays qui en possèdent, sans se soucier du fait que celles-ci font partie de leur patrimoine national, qu'elles sont leur propriété et ils comptent les piller ainsi éternellement. Ils ne se rendent pas bien compte que de tels procédés peuvent à chaque moment provoquer des affrontements locaux et déclencher une troisième guerre mondiale, thermonucléaire. Ce n'est pas et ce ne peut être la voie à suivre. Dans ce cas aussi la coexistence pacifique s'avère indispensable, de même que le dialogue. Il faut des efforts conjoints pour régler le problème des matières premières et de l'énergie.

La révolution scientifique et technique ouvre suffisamment de possibilités nouvelles à la solution de ce problème. D'ailleurs, les efforts sont déjà axés sur la recherche de produits de remplacement, de nouvelles ressources énergétiques, etc. Aujourd'hui,

nous utilisons essentiellement ce qui nous est donné au départ par la nature, alors que nous avons d'autres possibilités potentielles colossales. C'est à la science de les découvrir dorénavant et de les mettre au service de l'humanité. C'est de cette manière que se pose le problème des matières premières et de l'énergie. Il ne doit pas conduire à un conflit, à des tensions, à des ingérences dans les affaires des autres Etats, mais être résolu sur la base de la coexistence pacifique, de l'amitié, du dialogue, tout en cherchant avec acharnement d'autres possibilités réelles. Si nous nous laissons porter par l'inertie actuelle, ce problème peut entraîner des conséquences graves pour l'humanité. De conflits et tensions locaux, il pourrait dégénérer en tension mondiale, en conflit mondial.

Voyons le *problème de l'alimentation*.

Nous savons qu'il est particulièrement aigu pour des régions comme l'Afrique, l'Asie et même pour certaines couches de la population des pays avancés de l'Ouest. Toutefois le problème touche essentiellement les pays qui ont connu le joug colonial et qui viennent d'être affranchis de la dépendance coloniale.

Nous avons plus d'une fois exposé *nos positions sur ce problème*. C'est aussi un problème purement social.

Selon les théories de différents idéologues bourgeois la malnutrition et la faim qui existent sur notre planète seraient dues à des facteurs démographiques, naturels, tels que la grande natalité, la baisse de la fertilité du sol, etc. Il n'y a absolument rien de vrai dans tout cela. Il faut mettre à néant toutes ces pseudo-théories. La vérité, comme vous le savez, en est tout autre. Il y a deux ans, j'ai été en visite au Nigeria, en Angola, au Mozambique, en Ethiopie et en République populaire démocratique du Yémen. Vu le niveau de vie actuel de l'Afrique, le Nigeria peut à lui seul nourrir la population du continent tout entier. Il en va de même de l'Angola et du Mozambique. L'Ethiopie bénéficie de conditions pédologiques excellentes pour pouvoir résoudre entièrement le problème de l'alimentation de sa population, voire celle d'un Etat voisin. Et ainsi de suite.

Donc, le problème n'est pas dans la pénurie de ressources pour nourrir la population. Selon les données des organisations internationales respectives, s'occupant des problèmes de l'alimentation, la production

actuelle de produits de consommation courante devra presque tripler dans les 20-25 années à venir pour subvenir aux besoins de toute la population. Et cela est tout à fait réel. Si, au Nigeria, en Angola, au Mozambique, en Ethiopie et dans d'autres pays on introduisait l'organisation et la technologie que nous avons en Bulgarie dans le domaine de l'agriculture, le tableau actuel changerait d'emblée. Ces pays non seulement arriveraient à satisfaire leurs besoins mais auraient aussi des excédents. Donc, ce n'est pas de la faute de ces pays ni non plus de celle de leurs peuples, puisque des siècles durant ils ont été maintenus dans un état arriéré.

L'humanité est-elle en mesure d'aider ces pays? Je suis entièrement convaincu qu'elle l'est. Or, ici encore, la question touche la coexistence pacifique. Aujourd'hui la propagande impérialiste cherche à intimider certains peuples et gouvernants avec l'Union soviétique en affirmant qu'elle les occuperait, qu'elle leur prendrait les richesses, etc. Des inventions! Cette propagande peut durant un certain temps leurrer quelqu'un, elle peut avoir un effet temporaire. Mais la vie c'est la vie. Y a-t-il une issue? Oui, certes! L'issue consiste à ce que ces peuples se chargent à résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Mais pour ce faire, il faut les aider en leur accordant les moyens indispensables, en formant des cadres, etc. Où trouver les moyens? En prélevant 8 à 10 pour cent sur les 400 ou 500 milliards de dollars dépensés actuellement dans le monde pour l'armement, le problème de l'alimentation, de la misère, de l'analphabétisme et de la lutte contre la plupart des maladies serait résolu. Huit à dix pour cent suffisent à résoudre les problèmes. Par conséquent, les problèmes sont d'ordre social et non démographique. Naturellement, ils ne seront pas résolus d'emblée, les difficultés ne manqueront pas, mais la perspective sera claire.

Grâce à notre propre expérience, à celle de plusieurs autres pays, nous pouvons être confiants et optimistes quant à la solution du problème de l'alimentation et des autres problèmes cardinaux. Qu'était la Bulgarie avant la victoire de la révolution socialiste?

Par son retard la Bulgarie était à l'avant-dernière place en Europe. Il n'y avait derrière nous que l'Albanie. Naturellement le peuple albanais n'y était pour rien. Or, aujourd'hui la Bulgarie est un pays industrialo-agricole développé. Notre agriculture nourrit aujourd'hui une Bulgarie et demie, les pronostics pour 1985 sont qu'elle pourra nour-

rir deux Bulgaries, puis trois. Par la superficie des terres arables notre pays se range à une des dernières places en Europe. Comment la Bulgarie a-t-elle pu résoudre ces problèmes, alors que des pays possédant des terres aussi vastes et riches que l'Afrique, je prends comme exemple l'Afrique mais ceci est tout aussi valable pour les autres régions, n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes?

Voici quels miracles se sont produits et continuent à se produire en Bulgarie. C'est à notre peuple qu'ils sont dus, sous la direction de son Parti communiste, grâce au travail commun avec le Parti agrarien bulgare qui a de grands mérites dans la solution des problèmes de notre agriculture. Nous y sommes parvenus en nous appuyant sur l'entraide et la coopération multiforme avec les pays socialistes et, avant tout, avec l'Union soviétique. Aujourd'hui nous possédons une grande armée de spécialistes qualifiés dont des milliers travaillent dans d'autres pays. Or, autrefois, il n'en était pas ainsi.

Quelle est la part de la République populaire de Bulgarie, eu égard à ses forces et à ses possibilités, à la solution du problème cardinal - les rapports entre l'homme et la nature, dans le cadre du pays, et quelle est la contribution qu'elle apporte et qu'elle est prête à apporter, à l'avenir aussi, en vue de son règlement à l'échelle mondiale?

Le problème de la protection de la nature, de l'amélioration du cadre de vie de notre peuple est une politique d'Etat qui est sanctionnée par la Constitution. Celle-ci stipule en termes clairs et sans équivoque qu'il s'agit d'un des problèmes cardinaux qui doit être résolu par la direction de notre parti et de notre Etat, par les organisations sociales, etc. La Constitution de la République populaire de Bulgarie stipule qu'il faut faire de la lutte pour la protection de la nature une oeuvre nationale.

A tous les échelons de la gestion de l'Etat nous avons créé les organes respectifs qui sont chargés de la protection et la reconstitution du milieu naturel. De tels organes fonctionnent au niveau du Conseil d'Etat - l'instance suprême en République populaire de Bulgarie, du Conseil des ministres, des départements et dans le cadre de tous les systèmes d'agglomérations.

Le Front de la Patrie, les Syndicats et l'Union touristique consacrent leurs efforts à cette oeuvre. Les camarades du Parti agrarien bulgare y prennent une part active. Les

problèmes écologiques sont étudiés et expliqués obligatoirement dans les établissements d'enseignement supérieur, dans l'ensemble de notre système d'éducation et parmi la population. Nous avons toutes les raisons de déclarer que nous avons su donner à ce problème une importance nationale.

Nos plans quinquennaux et annuels comportent un chapitre spécial sur la protection de la nature. Pendant le quinquennat en cours qui expire cette année-ci, 900 millions de leva ont été affectés aux fins de la protection et de la reconstitution de l'environnement. Pour le prochain plan quinquennal qu'on est en train d'élaborer, nous y avons prévu plus d'un milliard de leva.

Je voudrais indiquer encore que nous sommes à une des premières places au monde en matière de boisement. Il est vrai que nous continuons à abattre nos forêts. Cependant nous laisserons aux générations à venir suffisamment de forêts et du bois car chaque année nous procédons au reboisement de 40-50 milliers d'ha. Au cours des années du pouvoir populaire nous avons boisé et reboisé plus de 1 600 000 ha, soit 49 pour cent du fonds forestier et 14,6 pour cent du territoire du pays. Essayez seulement d'imaginer ce que cela signifie! 49 pour cent de nos forêts sont nouvelles, plantées sous le pouvoir populaire.

Des organisations spéciales ont été mises en place chargées de la reconstitution du milieu naturel, de la lutte contre l'érosion, du défrichement de terres nouvelles qui s'étendent sur presque toutes les régions du pays. D'immenses terrains déboisés dans le passé, fortement érodés et incultes sont transformés en forêts, en terres fertiles, en vergers et potagers, ce qui a permis de circonscrire l'érosion, d'augmenter les réserves en bois et d'améliorer radicalement le paysage.

Naturellement, loin de nous l'illusion que les problèmes liés à la protection de la nature soient complètement résolus. Mais qu'y-a-t-il d'essentiel? L'essentiel est l'existence d'une politique d'Etat, d'une disposition constitutionnelle. L'essentiel, c'est qu'on ait mis en place un système et une organisation, que le problème écologique soit déjà devenu une oeuvre nationale.

Vous voilà en Bulgarie. Je souhaiterais, si vous avez la possibilité, que vous vous promeniez à travers le pays. Et si vous prenez connaissance de certaines données

sur la Bulgarie d'avant la Révolution de 1944, en voyant ce qu'elle est aujourd'hui, vous constaterez une différence fondamentale. A l'époque on pouvait voir des côtes et des versants dénudés, une attitude barbare envers les forêts, etc.

Aujourd'hui, où que vous vous rendiez, vous verrez des dizaines de coins merveilleux de notre patrie, un pays entièrement rénové. Ce sont les vastes jeunes forêts vierges du Rila, du Pirine et du Rhodope; le collier de complexes touristiques le long du littoral de la mer Noire; les localités et les quartiers résidentiels bien aménagés, les ceintures vertes dans la Dobroudja et bien des choses encore, vous verrez un pays jardin, créé grâce au travail de notre peuple.

Notre approche la voici: il faut comprendre et respecter la nature, l'exploiter avec soin et sagesse afin d'assurer des rapports harmonieux entre la société et la nature.

Voilà pourquoi la République populaire de Bulgarie prend activement part à toutes les initiatives et manifestations internationales ayant trait à ce problème. La diffusion des "Orientations principales relatives à la protection et à la reconstitution du milieu naturel en R.P.B." en tant que document officiel de l'O.N.U. est une consécration du rôle actif de notre pays dans la solution des problèmes écologiques. La Convention, signée en 1978, sur l'interdiction d'utiliser des moyens d'agir sur l'environnement à des fins militaires ou hostiles, convention que la Bulgarie a ratifiée et observe strictement, est le fruit des efforts de nombreux pays dont le nôtre. Il y a quelques années, un symposium organisé dans le cadre de l'UNESCO s'est tenu en Bulgarie, ayant pour objet l'étude de l'expérience bulgare dans le domaine de la reconstitution de l'environnement et de la lutte contre l'érosion. Notre pays a entrepris toute une série d'initiatives relatives à la préparation de conventions et accords respectifs des pays riverains concernés sur la protection des eaux du Danube et de la mer Noire.

Nous tendons la main à tous les peuples, grands et petits, à tous les pays et à tous les partis en vue d'une coopération non seulement politique, économique et culturelle mais aussi écologique, afin que la Terre, notre mère à tous, puisse donner des fruits abondants, aussi bien à nous, qu'aux générations futures.

* * *

Chers invités,

Chers camarades,

En conclusion, je voudrais souligner que les problèmes de la guerre et de la paix et des rapports entre l'homme et la nature sont liés, ils ne peuvent pas être examinés séparément. *Certes, le problème primordial à cette étape, surtout à l'heure actuelle, où la conjoncture internationale s'est détériorée et où des tentatives sont faites pour revenir à la "guerre froide", est celui de la guerre et de la paix.* Ce problème revêt une importance exclusive.

Nous posons ce problème en toute honnêteté, d'une manière franche et claire. Ceci ne signifie pourtant nullement que nous sommes pris de panique, que nous nous trouvons dans une impasse. Absolument pas! Nous savons qu'il y a des forces qui ne permettront pas à l'aventurisme, tant dans la situation actuelle qu'à l'avenir, de tenir le haut du pavé. L'aventurisme ne saurait être une tendance déterminante et permanente de l'évolution mondiale. L'humanité possède suffisamment de forces solides. Et elles se trouvent non seulement dans les pays socialistes mais aussi dans tous les pays du monde. Il y a les gens ordinaires. Il y a un grand nombre de chefs d'Etat actuels, d'hommes politiques et de personnalités publiques qui se rendent compte de ce que signifie l'affrontement qu'on essaie de nous imposer aujourd'hui. On ne peut pas conduire l'humanité à la "guerre froide"! Une telle alternative est impossible.

Il est vrai qu'aujourd'hui nous sommes arrivés à la limite, au-delà de laquelle c'est le néant. Je voudrais demander à certains stratèges occidentaux: Bon, vous avez fait tant et si bien que vous êtes parvenus à accroître les dépenses militaires de l'OTAN de façon incroyable. Vous estimez avoir résolu également ce problème. C'est un fait. Vous vous êtes engagés ensuite à restreindre les relations économiques, scientifiques et techniques avec l'U.R.S.S. Très bien, vous pouvez estimer avoir résolu cette question aussi. Par contre, pour ce qui est des Jeux Olympiques vous n'avez pas eu de chance, vous avez essayé de les faire échouer, mais ils se sont transformés en boomerang pour vous. Les Jeux Olympiques auront bien lieu. Maintenant certains devront répondre devant leurs peuples du fait que leurs espoirs n'iront pas à Moscou.

Ainsi, tout a été dit. Et après? J'aimerais interroger les promoteurs de cette politique: que feront-ils après? Il ne reste que les armes! Oui, les armes, mais les armes c'est déjà autre chose...

Nous estimons les U.S.A., ils sont un grand Etat, nous respectons leur génie technique, nous respectons le peuple. Nous respectons tous les pays et tous les peuples. Nous voudrions vivre dans la paix et la coopération. Nous rejetons résolument la voie qui mène aux armes.

Nous saluons les entretiens entre L.I.Brejnev et Valéry Giscard d'Estaing, entre Brejnev et le chancelier Schmidt. C'est très bien. Voilà la bonne voie, la voie du dialogue, de la discussion et de la recherche de moyens de sortir de la situation actuelle.

Je suis profondément convaincu et je crois que ce forum hautement responsable ne peut que contribuer à la diminution de la tension dans les relations internationales. D'autant plus que vous, représentants de partis, d'organisations et de mouvements agrariens et démocratiques, participez aussi bien à l'élaboration qu'à la solution des problèmes du monde entier.

Et c'est sur cet espoir, cette conviction et ces vœux que je souhaite plein succès à votre rencontre.

Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements nourris).
